



## Recueil de la jurisprudence

Affaire C-224/11

**BGŻ Leasing sp. z o.o.**  
**contre**  
**Dyrektor Izby Skarbowej w Warszawie**

(demande de décision préjudicielle, introduite par le Naczelny Sąd Administracyjny)

«TVA — Prestation de crédit-bail accompagnée d'une prestation d'assurance du bien faisant l'objet du crédit-bail, souscrite par le bailleur et facturée par ce dernier au preneur — Qualification — Prestation unique composée ou deux prestations distinctes — Exonération — Opération d'assurance»

Sommaire – Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 17 janvier 2013

1. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Prestations de services — Opérations se composant de plusieurs éléments — Prestation de crédit-bail accompagnée d'une prestation d'assurance du bien faisant l'objet du crédit-bail — Opération unique composée de deux prestations distinctes — Exclusion*

(Directive du Conseil 2006/112, art. 1<sup>er</sup> et 78)

2. *Harmonisation des législations fiscales — Taxe sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Exonérations prévues par la sixième directive — Exonération pour les opérations d'assurance et de réassurance — Notion — Créditeur-bailleur assurant le bien faisant l'objet du crédit-bail — Inclusion*

[Directive du Conseil 2006/112, art. 135, § 1, a)]

1. Ainsi qu'il découle de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, deuxième alinéa, de la directive 2006/112, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, aux fins de l'application de cette taxe, chaque prestation doit normalement être considérée comme distincte et indépendante. Néanmoins, dans certaines circonstances, plusieurs prestations formellement distinctes, qui pourraient être fournies séparément et ainsi donner lieu, séparément, à taxation ou à exonération, doivent être considérées comme une opération unique lorsqu'elles ne sont pas indépendantes. Il s'agit d'une opération unique, notamment, lorsque deux ou plusieurs éléments ou actes fournis par l'assujetti sont si étroitement liés qu'ils forment, objectivement, une seule prestation économique indissociable dont la décomposition revêtirait un caractère artificiel. Tel est également le cas dans l'occurrence où un ou plusieurs éléments doivent être considérés comme constituant la prestation principale alors que, à l'inverse, un ou des éléments doivent être regardés comme une ou des prestations accessoires partageant le sort fiscal de la prestation principale. À cet égard, une prestation est considérée comme accessoire à une prestation principale notamment lorsqu'elle constitue pour la clientèle non pas une fin en soi, mais le moyen de bénéficier dans les meilleures conditions du service principal du prestataire.

En principe, tel n'est pas le cas de la prestation de services portant sur l'assurance afférente au bien faisant l'objet d'un crédit-bail et de la prestation de services portant sur le crédit-bail lui-même. À cet égard, s'il est vrai que, grâce à la prestation d'assurance afférente au bien faisant l'objet du crédit-bail, les risques auxquels est confronté le preneur sont normalement réduits par rapport à ceux encourus dans une situation où une telle assurance fait défaut, il n'en demeure pas moins que cette circonstance découle de la nature même de la prestation d'assurance. Or, ladite circonstance, à elle seule, n'implique pas qu'il convienne de considérer qu'une telle prestation d'assurance présente un caractère accessoire par rapport à la prestation de crédit-bail dans le cadre de laquelle elle s'inscrit. En effet, bien qu'une telle prestation d'assurance fournie au preneur par le biais du bailleur peut faciliter la jouissance du service de crédit-bail, il y a lieu de considérer qu'elle constitue essentiellement une fin en soi pour le preneur, et non, seulement, le moyen de bénéficier de ce service dans les meilleures conditions.

(cf. points 29, 30, 41, 42, 48, 50, disp. 1)

2. Lorsque le crédit-bailleur assure lui-même le bien faisant l'objet du crédit-bail et refacture le coût exact de l'assurance au crédit-preneur, une telle opération constitue une opération d'assurance, au sens de l'article 135, paragraphe 1, sous a), de la directive 2006/112, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, et doit donc être exonérée de ladite taxe.

En effet, une telle prestation d'assurance ne saurait être soumise à la taxe sur la valeur ajoutée en raison de la simple refacturation des coûts afférents à celle-ci, conformément à l'arrangement contractuel conclu entre les parties à un contrat de crédit-bail. Le fait que le bailleur souscrive l'assurance, à la demande de ses clients, auprès d'un tiers et ensuite répercute sur ceux-ci le coût exact facturé par ce tiers ne saurait infirmer cette conclusion. Dans de telles circonstances, pour autant que la prestation d'assurance en cause reste inchangée, la somme refacturée constitue, en fait, la contrepartie de ladite assurance et, dès lors, il n'y a pas lieu de soumettre une telle opération à la taxe sur la valeur ajoutée.

(cf. points 62, 70, disp. 2)